

ANNEXE II : Apprenez-en plus

Utilisez ce document pour vous guider durant le questionnaire des Consultations budgétaires auprès des élèves. Les élèves peuvent se servir de la mise en contexte afin d'appuyer leur réflexion et de les aider à répondre aux questions.

Dans quelle mesure le gouvernement devrait-il s'endetter pour faire face à la crise de la COVID-19 ?

La dette est de l'argent qui a été emprunté et qui doit être remboursé. Si les recettes (l'argent entrant) sont inférieures aux dépenses publiques (l'argent sortant), cela s'appelle un déficit. Lorsqu'il y a un déficit, les gouvernements empruntent de l'argent pour couvrir l'écart entre l'argent gagné et l'argent dépensé. La dette nationale est le montant impayé que le gouvernement fédéral doit après des années de déficits.

En 2020, le gouvernement fédéral a introduit une série de mesures d'urgence visant à soutenir les Canadiens pendant la pandémie de COVID-19. Cette aide d'urgence a entraîné des dépenses de beaucoup supérieures à celles qui étaient prévues pour l'exercice. La mise à jour financière du gouvernement de novembre 2020 révèle que la dette du gouvernement fédéral sera de plus de 1,4 billion de dollars d'ici mars 2021. En comparaison, au cours de l'année 2019, la dette était de 716,8 milliards de dollars.

Combien d'argent le gouvernement fédéral devrait-il investir pour aider l'industrie gazière et pétrolière du Canada ?

Un rapport de 2019 estime que le Canada a versé à l'industrie au moins 600 millions de dollars en subventions cette année-là. Une subvention est un avantage financier consenti par le gouvernement, généralement à une entreprise, un groupe ou une industrie. Cette aide peut être directe (fonds versés pour la recherche et le développement, par exemple) ou indirecte (réduction de l'impôt des sociétés).

On devrait attendre que la crise de la COVID-19 soit terminée avant d'adopter des mesures sérieuses pour lutter contre les changements climatiques.

En novembre 2020, le gouvernement du Canada a introduit un projet de loi visant la carboneutralité d'ici 2050. Dans le cadre de son plan de reprise économique, le gouvernement a également prévu des investissements dans une économie verte, comme les rénovations écoénergétiques, l'établissement d'une infrastructure pour les véhicules carboneutres et la protection des aires naturelles. Même si certains accueillent favorablement la nouvelle, les détracteurs du plan affirment qu'il faut avant tout juguler la pandémie et s'assurer que les Canadiens ont des emplois; les changements climatiques viendront ensuite. D'autres affirment que si nous ne donnons pas la priorité au changement climatique maintenant, nous ferons face à des circonstances pires que la pandémie actuelle.

Les normes environnementales devraient être plus sévères, même si elles entraînent une augmentation des prix pour les consommateurs.

Au Canada, il existe des règlements pour atténuer les conséquences néfastes des grands projets pour la santé et l'environnement. La loi adoptée en 2019 visait à étoffer le processus d'évaluation environnementale en imposant de nouvelles exigences aux entreprises, notamment en ce qui a trait aux consultations publiques. Ces changements ont été critiqués par le secteur de l'énergie qui craint que ces nouvelles exigences ne nuisent à la rentabilité des projets d'exploitation des ressources.

Le gouvernement canadien devrait couvrir le coût des médicaments d'ordonnance communs.

Le Canada est le seul pays doté d'un système de santé universel qui ne couvre pas également le prix des médicaments. Actuellement, la plupart des Canadiens ont recours à leur régime d'assurance professionnel pour obtenir un remboursement des médicaments dont ils ont besoin. Même si chaque gouvernement provincial et territorial offre une assurance-médicaments, seuls certains groupes, comme les aînés ou les personnes bénéficiant de l'aide sociale, sont couverts. Le gouvernement fédéral pourrait instaurer un programme d'assurance-médicaments afin d'acheter des médicaments en grandes quantités, ce qui les rendrait plus abordables pour tous les Canadiens. Même si cela coûterait aux contribuables environ 15 milliards de dollars, en 2018, les Canadiens ont dépensé 34 milliards de dollars en médicaments d'ordonnance - la majorité des profits revenant aux compagnies d'assurance.

L'instauration de ce régime exigera la coopération des gouvernements provinciaux et territoriaux. Même si une étude de 2020 révèle un soutien marqué pour un régime d'assurance-médicaments universel au Canada, certains opposants jugent qu'il serait plus efficace de rendre les médicaments plus abordables, surtout pour les personnes les plus défavorisées.

Le gouvernement fédéral devrait augmenter les transferts accordés aux provinces et aux territoires pour payer les soins de santé.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont responsables de fournir des soins de santé à leurs résidents. Pour leur venir en aide, le gouvernement fédéral verse un financement dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé (TCS). En 2020, les provinces ont reçu 10 milliards de dollars de plus pour financer le coût des soins de santé liés à la pandémie, en plus du montant du TCS. Par le truchement du TCS, les provinces et les territoires recevront 41,9 milliards de dollars en 2020-2021 et 43,1 milliards de dollars en 2021-2022.

Certains premiers ministres affirment que ces montants ne suffisent qu'à couvrir 22 % des coûts réels de la prestation des soins de santé et souhaiteraient que le gouvernement fédéral augmente ce financement. Ils invoquent la hausse des coûts de la santé et le vieillissement de la population pour justifier cette augmentation.

Les soins dentaires devraient être couverts pour les Canadiens qui n'ont pas d'assurance.

Même si le Canada dispose d'un système de santé universel, la majeure partie des procédures de soins dentaires n'est pas couverte. Statistique Canada a révélé qu'un Canadien sur six ne visite jamais le dentiste parce qu'il n'a pas d'assurance pour couvrir les coûts de ces soins. Le fait de ne pas aller chez le dentiste peut se traduire par des coûts en santé plus élevés à long terme, car les problèmes évitables qui ne sont pas traités peuvent mener à des problèmes de santé graves.

Les régions rurales devraient avoir accès à un service internet de la même vitesse que dans les régions urbaines, même si cela fait augmenter les impôts pour tous.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) recommande que chaque foyer ait accès à un service internet à large bande offrant une vitesse de téléchargement d'au moins 50 Mbps. Même si près de 86 % des foyers au Canada bénéficient déjà de ce niveau de service, dans les régions rurales, seulement 40 % des foyers peuvent s'en prévaloir. Dans les communautés autochtones, ce chiffre est encore plus faible, soit 30 %. L'accès à l'internet est devenu presque essentiel pour tous les aspects de la vie quotidienne. Les connexions Internet peu fiables et leur prix élevé constituent un obstacle à l'accès aux services, à l'éducation et à la participation à la vie économique.

En 2019, le gouvernement fédéral a annoncé une stratégie visant à s'assurer que chacun au Canada a accès à un service internet à large bande d'ici 2030. Ce plan prévoit des investissements de milliards de dollars en infrastructures et encourage les fournisseurs à investir dans le service haute vitesse partout au pays.

Les services d'écoute en ligne présents au Canada devraient être obligés de financer des contenus produits par des Autochtones.

Le gouvernement fédéral a proposé des changements à la Loi sur la radiodiffusion pour préciser les règles encadrant les diffuseurs en ligne, notamment en ce qui a trait aux services de diffusion qui permettent aux Canadiens d'accéder à du contenu musical, à des émissions de télévision et des films. Un des objectifs de ces changements serait de créer un système de diffusion plus diversifié et inclusif, qui reflète mieux la société canadienne, en tenant compte notamment de l'égalité des genres, des communautés LGBTQ+ et racialisées, des personnes handicapées et des Autochtones. Pour y parvenir, les diffuseurs seraient tenus d'investir dans les productions autochtones.

Ceux qui appuient le changement jugent que cela pourrait représenter une étape importante vers une plus grande reconnaissance de la culture et des langues autochtones. D'autres producteurs ont critiqué ces changements et craignent que la réussite dans l'industrie culturelle ne soit déterminée par des bureaucrates qui décident de financer les projets de groupes d'intérêts spéciaux au détriment de la qualité des œuvres produites.

Combien d'impôt devraient payer les grandes sociétés ?

Les entreprises versent un pourcentage d'impôt sur leurs profits au gouvernement fédéral et un autre pourcentage au gouvernement provincial ou territorial. Entre 2009 et 2013, le gouvernement conservateur a réduit progressivement le taux d'imposition fédéral net des sociétés (montant dû après les déductions) de 19 % à 15 %. Ce taux n'a pas changé depuis 2013. Alors que certains disent que les entreprises pourraient payer davantage d'impôts et que cet argent servirait à financer des services aux Canadiens, d'autres croient que des impôts plus élevés nuisent à la compétitivité des entreprises sur le marché et pourraient les inciter à s'installer à l'étranger.

Le Canada devrait introduire un impôt sur les profits excédentaires réalisés par les entreprises qui ont profité de la pandémie de COVID-19.

Un rapport de 2020 estime que les 20 plus grands milliardaires du Canada se sont enrichis pendant la pandémie de COVID-19 d'environ 2 milliards de dollars chacun. Afin d'augmenter les revenus du gouvernement pour lutter contre les inégalités économiques croissantes, certains demandent que l'on instaure un impôt supplémentaire pour les entreprises qui ont réalisé des profits supérieurs à la moyenne pendant cette période. Un tel impôt a déjà été imposé au Canada, en Grande-Bretagne et aux États-Unis pendant la Première et la Seconde guerre mondiale.

Pour instaurer cet impôt, le gouvernement devra déterminer ce qui est considéré comme un taux de rentabilité « normal » et imposer toute somme supérieure à ce taux. Certains jugent que cet impôt sera trop difficile à instaurer et coûtera trop cher à administrer et à faire respecter.

Les gens riches ont une plus grande obligation que le reste de la population à venir en aide à ceux dans le besoin.

Un rapport de 2018 révèle que les 87 familles les plus riches du Canada possèdent le même niveau de richesse que 12 millions de Canadiens à faible revenu. Des intellectuels se demandent si ceux qui sont plus riches ont une obligation morale d'aider ceux qui sont plus pauvres. Certains prétendent que s'il est en notre pouvoir d'éviter qu'une mauvaise chose ne survienne sans que cela n'entraîne de préjudice grave pour soi ou pour ceux qui nous entourent, alors il faut agir en ce sens. D'autres nient cette obligation ou jugent que tous les membres de la société doivent contribuer également, peu importe leur richesse.

Le gouvernement devrait garantir un revenu minimum à tous les Canadiens, peu importe s'ils ont un emploi ou non.

Un revenu minimum garanti, ou revenu de base, est un transfert d'argent inconditionnel que le gouvernement consent directement aux Canadiens pour veiller à ce qu'ils puissent subvenir à leurs besoins de base et conserver une qualité de vie adéquate. Ce montant serait versé sans égard au statut d'emploi de la personne qui le reçoit. L'idée d'un revenu de base n'est pas nouvelle. En 2017-2018, 4 000 résidents de l'Ontario ont participé à un projet pilote sur le revenu de base. Cependant, avec la fin des mesures d'aide temporaires d'urgence destinées aux Canadiens ayant perdu leur emploi en raison de la pandémie, de plus en plus de gens demandent au gouvernement fédéral de reconsidérer cette idée.

Les détracteurs du revenu de base s'inquiètent du coût du programme et croient que le soutien doit se concentrer sur les personnes qui en ont le plus besoin. Un rapport du directeur parlementaire du budget publié en juillet 2020 établissait que six mois d'un programme de revenu de base coûteraient entre 47,5 et 98,1 milliards de dollars.

Le soutien aux femmes devrait être priorisé dans le plan de relance post-pandémie du gouvernement fédéral.

Les données montrent que les femmes et les filles vivent les répercussions de la pandémie différemment des hommes et des garçons. Même si les hommes et les femmes ont perdu des emplois en raison de la COVID-19, les femmes ont été plus durement touchées. En mars 2020, 70 % de tous les emplois perdus étaient occupés par des femmes dans le groupe des 25 à 54 ans. Même si l'économie a rebondi pendant l'été et à l'automne, en septembre, 350 000 emplois canadiens ont été perdus par rapport au mois de février. De ce nombre, 85 % des emplois étaient occupés par des femmes.

En marge du marché du travail, les femmes et les filles sont plus susceptibles de mener des tâches domestiques et de prodiguer des soins, en plus de s'occuper des enfants lorsque les écoles doivent suspendre leurs activités en présentiel. De nombreuses femmes doivent alors jongler entre le travail, la parentalité et l'apprentissage à distance. Pour composer avec ces pressions, certains demandent une relance post-pandémie qui met l'accent sur les femmes. Cela pourrait se traduire par des investissements accrus dans les services de garde, un soutien aux entreprises détenues par des femmes, l'encadrement législatif des congés payés et des congés pour raisons familiales, et une plus grande représentativité des femmes parmi le personnel chargé de conseiller le gouvernement sur le plan de relance post-pandémie.

Combien d'argent le gouvernement fédéral devrait-il investir dans des technologies vertes ?

Les défenseurs des investissements dans les technologies vertes affirment qu'ils créent des emplois, de la richesse et une prospérité à long terme pour le Canada, tout en réduisant les gaz à effets de serre. Dans l'énoncé économique de l'automne, le gouvernement fédéral a annoncé une série de mesures visant à aider le Canada à se remettre de la récession provoquée par la pandémie et à créer une économie plus verte, plus novatrice, plus inclusive et plus résiliente. Pour y parvenir, le plan prévoit des dépenses de l'ordre de 2,6 milliards de dollars dans la construction et les rénovations écoénergétiques, 140 millions de dollars sur trois ans dans une infrastructure automobile zéro émission, et 2,5 milliards de dollars en production d'électricité propre.

En décembre 2020, le ministre fédéral de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie a également annoncé un investissement de 750 millions de dollars dans l'organisme Technologies de développement durable Canada pour aider les entreprises canadiennes à développer et à mettre en marché des technologies propres.

Quelle aide financière le gouvernement canadien devrait-il accorder aux entreprises qui ont perdu des revenus en raison de la pandémie ?

Le gouvernement fédéral a créé la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) pour aider les entreprises touchées par la COVID-19. La SSUC couvre jusqu'à 65 % du salaire d'un employé et restera en place jusqu'en juin 2021. Le gouvernement a également lancé le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), qui propose aux petites entreprises et aux organismes sans but lucratif des prêts libres d'intérêt de 40 000 \$ à 60 000 \$.

Malgré ces programmes de financement, de nombreux propriétaires d'entreprises jugent que le gouvernement n'en a pas fait assez pour les soutenir pendant le confinement, qui les a obligés à fermer leur entreprise ou à réduire leurs services. En novembre 2020, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a rapporté que la moitié des entreprises canadiennes ont accusé une diminution de leurs ventes pendant la deuxième vague de la COVID-19.

Les parents qui ont les moyens d'assumer les frais d'un service de garde devraient payer de leur poche plutôt que de recevoir une aide du gouvernement.

Le coût des services de garde au Canada dépend de l'endroit où vous résidez. Un sondage mené en 2019 sur les coûts médians (en milieu de fourchette) mensuels des services de garde dans les grandes villes révèle qu'ils vont de 179 \$ à 1 774 \$ par mois. C'est au Québec que ces coûts sont les moins élevés, puisque le gouvernement provincial contribue au financement de services de garde publics et fixe le prix de ces services, qui est peu élevé.

Pour rendre les services de garde plus abordables, on propose un plan national. Ainsi, tous les Canadiens auraient accès à des services de garde financés par le gouvernement à un prix raisonnable. Ceux qui sont en faveur de ce plan affirment qu'il constitue un élément important de la reprise post-pandémie, puisqu'il favorise la création d'emplois, le soutien aux familles et la réduction des inégalités économiques. D'autres prétendent qu'un programme universel est coûteux et proposent plutôt des mesures plus ciblées qui n'offrent une aide qu'à ceux qui en ont véritablement besoin.

Le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que tous les Canadiens qui travaillent aient droit à un congé de maladie payé.

Alors que le pays fait face à une pandémie, les congés payés deviennent une priorité pour bon nombre de travailleurs. La capacité de cesser de travailler avec salaire protège non seulement la santé de la personne malade, mais aussi de ses collègues. Le nombre de journées de maladie des travailleurs canadiens varie selon la région et l'employeur. Même si dans la plupart des régions du Canada, les congés de maladie sont prévus dans la loi, ils ne sont pas forcément payés. Cela peut être particulièrement difficile pour les travailleurs à faible revenu. Un sondage réalisé auprès de travailleurs canadiens a montré que les personnes qui s'identifient comme des résidents permanents ou ayant un statut temporaire au Canada sont moins susceptibles d'avoir accès à des congés de maladie payés que les citoyens canadiens.

Le gouvernement fédéral prévoit actuellement jusqu'à quatre semaines de prestations de congé de maladie pour les personnes infectées par le COVID-19 ou tenues de s'auto-isoler en raison d'une exposition. Beaucoup soutiennent que ces avantages sont insuffisants et les gouvernements provinciaux ont été invités à offrir des avantages supplémentaires aux personnes dans le besoin. Ceux contre les prestations de congé de maladie payés craignent qu'elle ne crée des problèmes pour les employeurs qui risquent de perdre des revenus et des travailleurs.

L'éducation postsecondaire devrait être gratuite, même si cela entraîne une hausse des impôts pour tous.

Pendant l'année scolaire 2019-2020, les frais de scolarité moyens pour un programme de premier cycle accueillant des étudiants canadiens à temps plein étaient de 6 463 \$. Ce montant est de 5,3 % inférieur à celui de l'année précédente. En moyenne, les étudiants universitaires ont accumulé une dette de plus de 26 000 \$ au moment d'obtenir leur diplôme. Pour payer leurs droits de scolarité, de nombreux jeunes canadiens doivent s'endetter encore davantage.

En 2018, les étudiants canadiens devaient 28 milliards de dollars à tous les ordres de gouvernement, dont 19 milliards de dollars au gouvernement fédéral. Certains intervenants demandent la gratuité des études postsecondaires pour que les jeunes canadiens puissent suivre une formation sans avoir à s'inquiéter de la hausse du coût de la vie et du remboursement de leur dette d'étude, qui peut parfois s'étaler sur de nombreuses années.

Combien d'argent le Canada devrait-il consacrer à l'aide étrangère ?

De nombreux pays riches, incluant le Canada, versent une aide financière aux pays plus pauvres. Selon un rapport de 2018, le Canada dépense officiellement 0,26 % de son produit intérieur brut (le montant total généré par les habitants et entreprises d'un pays, soit environ 4,27 milliards de dollars US) en aide au développement.

Certains participants aux programmes d'aide humanitaire et de développement croient que le Canada n'atteint pas ses cibles internationales et devrait augmenter ses engagements à cet égard. D'autres jugent que ces fonds devraient servir à améliorer les conditions sociales et économiques, ici au Canada.